

N° 197 - Automne 2008



aghreb
achrek

**LA FRANCE ET L'ALGÉRIE :
MÉMOIRE DE LA GUERRE
ET GUERRE DES MÉMOIRES**

CHOISEUL

SOMMAIRE

Algérie/France, France/Algérie, questions de mémoire, <i>Jean-François DAGUZAN</i>	5
---	---

DOSSIER

LA FRANCE ET L'ALGÉRIE : MÉMOIRE DE LA GUERRE ET GUERRE DES MÉMOIRES

Introduction, <i>Jean-François COUSTILLIÈRE</i>	11
La guerre des mémoires, <i>Benjamin STORA</i>	13
La France et l'Algérie: le présent du passé colonial, <i>Daniel RIVET</i>	19
Errements dans les relations France-Algérie : un point de vue algérien, <i>Yahia H. ZOUBIR</i>	31
Les incidences des politiques étrangères française et algérienne sur les relations bilatérales, <i>Louisa DRIS-AIT HAMADOUCHE</i>	39
Éléments pour l'interprétation des relations France-Algérie ou à chaque président son Algérie..., <i>Nicole GRIMAUD</i>	61

VARIA

Gestion de l'eau dans la péninsule arabique : le dessalement est-il une solution durable ?, <i>Frédéric LASSERRE</i>	69
De la tentation hégémonique au déclin de l'organisation d'Al-Qâ'ida en Irak, miroir des métamorphoses d'une insurrection (2004-2008), <i>Myriam BENRAAD</i>	87

Mohamed VI et la rénovation du champ politique, <i>Bruno CALLIES de SALIES</i>	103
L'Iran en Amérique latine : la République islamique dans le pré-carré des États-Unis, <i>Mohammad-Reza DJALILI et Clément THERME</i>	115

LECTURES

Sabrina MERVIN (dir.), <i>Le Hezbollah, état des lieux</i> , (Constance ARMINJON).....	127
Franck MERMIER (dir.), « Liban : espaces partagés et pratiques de rencontre », (Daniel MEIER)	130
Jean-Pierre FILIU, <i>L'apocalypse dans l'Islam</i> , (Jean-François DAGUZAN)	132
Isabelle WERENFELS, <i>Managing instability in Algeria, Elites and political changes since 1995</i> , (Jean-François DAGUZAN)	133
Livres signalés	135
Résumés.....	137
Abstracts	139
Résumés en arabe	141

Les articles du numéro 197 de *Maghreb
Machrek* sont disponibles en ligne sur le
site Internet :

www.choiseul-editions.com

L'IRAN EN AMÉRIQUE LATINE : LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DANS LE PRÉ-CARRÉ DES ÉTATS-UNIS

*Mohammad-Reza DJALILI et Clément THERME **

Dans le bras de fer qui oppose Washington à Téhéran à propos de la question nucléaire, l'Iran mène une diplomatie tous azimuts pour s'assurer des soutiens dans le monde entier. Un aspect de cet activisme diplomatique qui a surpris les observateurs est sans doute le rapprochement assez spectaculaire avec un certain nombre d'États latino-américains. Il s'agit pour l'essentiel des États où la gauche populiste est au pouvoir, et plus particulièrement du Venezuela de Hugo Chavez. Le rapprochement entre Ahmadinejad et Chavez a pris ses dernières années de telles dimensions qu'une « alliance vert-rouge contre l'Occident entre islamistes chiites et tiers-mondistes aspirant à rassembler derrière l'oriflamme de la République islamique des « déshérités » face aux « arrogants » a pu être évoquée¹. Cela étant, sans avoir l'aspect militant qu'elles sont aujourd'hui en train de prendre, des relations entre l'Iran et la plupart des États d'Amérique du Sud existent depuis bien longtemps.

À l'époque monarchique, l'Iran avait noué des liens cordiaux avec tous les pays de la région sauf Cuba, sa ligne diplomatique étant clairement orientée vers l'Ouest. La révolution islamique de 1979 s'est traduite par une révision radicale de la politique extérieure désormais fondée sur l'opposition à « l'arrogance mondiale » symbolisée, pendant la guerre froide, par les impérialismes soviétique et américain. Toutefois, dès les premières années

* Mohammad-Reza Djalili est professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève ; Clément Therme est doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et à l'IHEID et assistant de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

1. Gilles Kepel, *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation*, Paris, Flammarion, 2008, p. 78.

de la révolution, le choix du non-alignement a conduit les autorités de Téhéran à adopter une attitude plus conciliante à l'égard de Moscou que de Washington.

Dans les années 1980, l'alliance avec Cuba va permettre à la République islamique de sortir d'un isolement diplomatique en Amérique latine dans lequel le maintenait ses ambitions révolutionnaires. Téhéran utilise autant que possible le sentiment anti-américain, présent au sein de la majorité des opinions publiques sud-américaines, pour affirmer son influence. De même, la rente pétrolière permet à l'Iran d'octroyer des prêts ou une aide au développement à des pays tels que Cuba ou le Nicaragua qui rencontrent des problèmes économiques. Du point de vue iranien, ces relations avec ces deux pays n'avaient pas vraiment de raison d'être économique mais avaient plutôt des fondements politiques. Elles permettent à l'Iran de gagner des soutiens dans les instances internationales mais aussi d'affirmer son engagement actif au sein des pays du Sud tout en mettant en cause certains aspects de l'ordre international. En revanche, les relations actuelles avec le Venezuela ou la Bolivie qui s'inscrivent dans le contexte de la crise nucléaire ont certes une dimension stratégique et politique incontournable, le droit à l'enrichissement de l'uranium et l'anti-américanisme, mais elles ont aussi une logique économique. Celle-ci se construit autour d'un intérêt commun à coopérer dans les domaines pétrolier et gazier. On peut distinguer trois phases dans la politique iranienne en Amérique latine : la première s'étend de la révolution (1979) à l'élection de Khatami (1997), il s'agit d'une phase d'échec diplomatique iranien (à l'exception de l'alliance avec Cuba) ; la seconde période est celle de la présidence réformatrice (1997-2005) avec les premiers signes de réchauffement et la mise en œuvre de coopérations économiques ; et enfin, on observe, depuis l'élection d'Ahmadinejad en 2005, la priorité donnée par la République islamique au renforcement des relations avec les pays du Sud en général et de l'Amérique latine en particulier. Dans le présent article nous nous pencherons surtout sur cette dernière étape.

Il s'agit en premier lieu de démontrer que les relations entre la République islamique et les pays sud-américains où la gauche populiste est au pouvoir sont le fruit d'un équilibre entre des convergences idéologiques et des réalités économiques souvent défavorables. En second lieu, nous analyserons les débats internes en Iran sur l'opportunité de poursuivre une politique d'alliance avec le Venezuela et ses alliés en Amérique latine mais aussi la perception qu'ont le Venezuela et la Bolivie de la République islamique. Enfin, la réponse des États-Unis à cette stratégie d'influence iranienne en Amérique latine sera envisagée.

LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE, LE TIERS-MONDISME ET L'ALLIANCE AVEC CUBA

La révolution islamique est, dans un premier temps (1979-1983), très influencée par les mouvements iraniens marxistes et de gauche anti-impérialiste qui ont noué des alliances avec les militants islamistes. Leur

influence atteint son apogée lors de la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979 qui déclenche la crise des otages, acte fondateur de la diplomatie islamique ². Le militantisme internationaliste sera d'ailleurs inscrit dans la constitution promulguée en 1979. L'article 152 de la constitution qui sert de référence pour la mise en œuvre de la politique extérieure iranienne dispose que « la politique étrangère de la République islamique d'Iran est fondée sur le rejet de toute forme de domination exercée ou acceptée, sur la protection de l'indépendance du pays envers tous et de l'intégrité de son territoire, sur la défense des droits de tous les musulmans, le non-alignement sur les puissances hégémoniques, ainsi que sur des relations de paix mutuelle avec les États non belligérants » ³. Par ailleurs, de 1981 à 1983, l'élimination progressive des responsables des mouvements de gauche des nouvelles élites révolutionnaires ne se matérialise pas par une droitisation de la diplomatie islamique. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir des réformistes, pourtant proches de la gauche islamique, pour constater une relative réorientation plus pragmatique de la politique extérieure, dans le sens d'un développement des relations économiques avec les pays occidentaux.

Comme nous l'avons déjà relevé, l'entente avec Cuba constitue le premier pas du projet diplomatique de la République islamique en Amérique latine. Elle est fondée sur une convergence idéologique anti-impérialiste, sur la question des droits de l'homme qui sont, selon Téhéran et La Havane instrumentalisés par les puissances occidentales en fonction de leurs intérêts. Toutefois, pendant toute la durée de la guerre Iran-Irak (1980-1988), cette entente est limitée par l'amitié irako-cubaine. Après la chute de l'URSS, la République islamique et Cuba partagent la même difficulté à exister sur la scène internationale tout en préservant leur identité anti-américaine. Le coût économique de cette opposition conduit les deux États à essayer de développer leurs échanges bilatéraux malgré l'obstacle que constitue la distance géographique. Des coopérations économiques, d'un montant de 50 millions de dollars en 2007, sont mises en œuvre dans les secteurs automobile, médical, énergétique et agricole ⁴. Enfin, Cuba bénéficie d'un crédit annuel de 20 millions d'euros de la Banque iranienne de développement ⁵. Le très faible montant de ces échanges économiques confirme la nature politique de cette alliance entre deux États qui font l'objet de sanctions économiques unilatérales américaines et qui, en même temps, ont peu de complémentarité économique.

2. Voir Mohammad-Reza Djalili, *Diplomatie islamique, stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, PUF, 1989.

3. Voir Michel Potocki, *Constitution de la République islamique d'Iran. 1979-1989*, L'Harmattan, Paris, 2004, p. 103.

4. Dina Siegel Vann, « Iran's Latin America Power Play », *Infocus*, été 2007.

5. « Iran grants Cuba 20 million euro credit », *Gramma International*, 17 janvier 2005.

Les ententes avec le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua : entre convergences idéologiques et réalités économiques

Ces trois ententes s'expliquent d'abord par une stratégie anti-américaine commune. C'est ce facteur qui est à l'origine de la volonté iranienne d'accroître sa présence diplomatique en Amérique latine avec la création, à l'automne 2007, de missions diplomatiques au Nicaragua ou en Bolivie. Cette convergence idéologique se nourrit d'une expérience historique comparable. Celle-ci est très forte notamment dans le cas des relations irano-vénézuéliennes puisque ces deux pays se considèrent comme des victimes de l'impérialisme américain⁶. En dépit de cette proximité idéologique entre la gauche sud-américaine et les valeurs révolutionnaires iraniennes, les projets de coopérations économiques sont compliqués par l'éloignement géographique entre l'Iran et les pays d'Amérique latine. Celui-ci renchérit le coût des échanges commerciaux. À *contrario*, les coopérations dans le secteur énergétique entre d'un côté la République islamique, et de l'autre le Venezuela et la Bolivie font théoriquement sens d'un point de vue économique.

Le Venezuela et l'Iran

Cette alliance est principalement fondée sur un besoin réciproque des deux États d'affirmer une identité originale et contestataire de « l'hégémonie américaine » dans la période post-guerre froide. L'Iran a obtenu le soutien d'Hugo Chavez dans son combat pour « le droit à l'énergie nucléaire ». Le président vénézuélien a même menacé d'interrompre ses livraisons pétrolières aux États-Unis, s'ils décidaient de recourir à l'option militaire contre le programme nucléaire iranien. De même, en 2006, l'Iran a soutenu la candidature du Venezuela qui souhaitait devenir membre temporaire du Conseil de sécurité et a été admis, en 2007, comme pays observateur dans l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA)⁷.

Les relations diplomatiques entre Téhéran et Caracas ont été établies en 1947. Dès les années 1970, le Venezuela, qui est l'inventeur de l'OPEP, et l'Iran monarchiste coopèrent sur les questions pétrolières. Au lendemain de la révolution islamique de 1979, une communauté iranienne composée essentiellement de partisans de l'ancien-régime s'est installée à Caracas. En juillet 1994, Caracas expulse quatre diplomates iraniens pour kidnapping sur un dissident iranien. Après qu'il ait qualifié les accusations vénézuéliennes de « totalement erronées », l'ambassadeur d'Iran à Caracas, Seyyed Reza Zargarbashi, est déclaré *persona non grata* et expulsé⁸. Suivent deux années de suspension des relations diplomatiques entre les deux pays. Après

6. Yashar Keramati, « The Odd Couple : Iran and Venezuela's Union Trough Anti-U.S. Imperialism and Oil », *Nebula*, décembre 2006.

7. Cette organisation régionale, qui regroupe le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua et Haïti, a été créée en 2005 à l'initiative d'Hugo Chavez.

8. James Brooke, « Argentines Suspect Iranian Hand in Bombing ; Death Toll Hits 80 », *The New York Times*, 26 juillet 1994.

l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez en 1998, la coopération Téhéran-Caracas s'est renforcée en particulier au sein de l'OPEP. Leur politique vise à maintenir le prix du baril à un niveau élevé afin d'augmenter les revenus pétroliers des pays producteurs. Ces derniers permettent en effet de financer les programmes sociaux et d'aide au développement local de deux présidents démagogues et populistes⁹. Une autre caractéristique de ces deux pays pétroliers est l'insuffisance de leurs capacités de raffinage, une coopération bilatérale a d'ailleurs été envisagée dans ce secteur¹⁰. Depuis octobre 2007, il existe un projet de construction d'une raffinerie en Syrie d'un montant de 2,6 milliards de dollars en partenariat entre les entreprises MoPMR, la *National Iranian Oil Refining and Distribution Company* (NIORDC) et l'entreprise malaisienne Bukhari. Cette raffinerie devrait à terme être alimentée par du pétrole iranien, vénézuélien et syrien.

À la fin de l'année 2007, plus de trente accords de principe avaient été signés entre l'Iran et le Venezuela dans le secteur énergétique. Toutefois, en raison d'un manque de confiance réciproque, leur mise en œuvre a été retardée. Si les deux pays producteurs de pétrole ont un intérêt évident à coopérer dans ce secteur, leur ambition de créer une entreprise énergétique commune pour rivaliser avec les grands pétroliers occidentaux¹¹ semble irréaliste. De même, le projet irano-vénézuélien de création d'une banque commune de l'OPEP, dont la fonction serait de mettre en commun les ressources financières pour accroître les coopérations entre pays producteurs, ne fait pas l'unanimité. Le consensus entre les pays membres se limite au renforcement du Fonds de l'OPEP, créé en 1975 et destiné à aider les pays non-pétroliers en situation de pauvreté extrême. Enfin, le souhait de l'Iran et du Venezuela de remplacer le dollar, qui n'est pas « une monnaie de confiance »¹², dans les transactions pétrolières par une devise forte unique semble se heurter à des intérêts financiers divergents entre les pays producteurs.

En mars 2007, symboliquement, l'intensification des relations entre les deux pays s'est traduite par la mise en place d'une ligne aérienne hebdomadaire *Iran Air* Téhéran-Caracas. Enfin, des coopérations ont été annoncées dans les secteurs agricoles et automobiles. Si plus de 180 accords bilatéraux avaient été signés avant la visite du président iranien à Caracas,

9. Pour une distinction entre les deux concepts, voir Jean-François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique », *Questions de Recherche*, CERI, n°24, mars 2008, p. 50

10. Voir Denis Bauchard, Clément Therme, « L'Iran : une puissance énergétique (ré)émergente », *Note de l'Ifri*, p. 11, http://www.ifri.org/files/Energie/Note_Energie_Therme.pdf

11. Il s'agit de l'entreprise Venirogc qui serait une *joint-venture* entre l'entreprise nationale vénézuélienne PDVSA et l'entreprise nationale iranienne Petropars. Voir « Venezuela, Iran To Set Up JV To Face Oil, Gas Giants », *Latin America News Digest*, 19 octobre 2007.

12. Selon l'ancien ministre du pétrole iranien, Gholam Hussein Nozari, déclaration citée par Andrés Rojas Jiménez, « Irán, con el apoyo de Venezuela, impulsará iniciativa del Banco OPEP », *El Nacional*, 11 décembre 2007.

en septembre 2007¹³, il n'en reste pas moins que la majeure partie de ces *Memorandum of Understanding* (MOU) ne s'est pas concrétisée. En définitive, ils ont une valeur plus symbolique que pratique car ils permettent aux dirigeants des deux pays de mettre en œuvre avec un succès incontestable une diplomatie déclaratoire, l'objectif étant de parvenir *in fine* à masquer les fragiles fondements économiques de cette amitié révolutionnaire.

L'Iran et les alliés bolivien et nicaraguayen du Venezuela

Le développement des relations irano-bolivienne et irano-nicaraguayenne est soutenu par le président Chavez au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Morales (2006) et d'Ortega (2007). En premier lieu, les projets de coopération entre Téhéran et La Paz concernent les secteurs énergétiques. Dans le secteur des hydrocarbures et de l'électricité, les accords bilatéraux prévoient des investissements iraniens en Bolivie pour cinq ans (2007-2012). En second lieu, des accords ont été conclus concernant la coopération agricole. L'ensemble de ces accords de principe conclus en septembre 2007 représente un montant de 1,1 milliard de dollars. Enfin, il existe des projets de coopération culturelle. Le président Morales a ainsi accepté, dans le cadre de sa politique visant à faire de son pays le « centre de la démocratie révolutionnaire », un projet iranien de diffusion de trois chaînes de télévision en Bolivie¹⁴. Cette volonté iranienne de renforcer les coopérations bilatérales notamment sur le plan économique a sans aucun doute contribué à la décision bolivienne, annoncée en septembre 2008 au lendemain d'un voyage du Président Morales en Iran, de transférer l'unique ambassade de La Paz au Moyen-Orient du Caire à Téhéran. Les relations avec le Nicaragua n'ont en revanche que peu d'intérêt économique pour la République islamique. Il s'agit, comme dans le cas cubain, d'une motivation essentiellement politique. La République islamique s'est néanmoins engagée à fournir une aide financière au développement mais aussi et surtout à construire un port en eau profonde pour un montant de 350 millions de dollars¹⁵.

OPPORTUNITÉ D'UNE ALLIANCE : DÉBATS INTERNES EN IRAN ET DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE (VENEZUELA, BOLIVIE ET NICARAGUA)

L'Amérique latine vue d'Iran

L'opinion publique iranienne est globalement défavorable à la priorité donnée dans la politique étrangère aux relations avec les pays en développement ainsi qu'avec les organisations islamistes, comme

13. Selon Benedict Mander, « Venezuela and Iran re-affirm anti-US bond », *Financial Times*, 28 septembre 2007.

14. Martin Arostegui, « Iranian TV Plan Marks New Ties », *The Washington Times*, 18 mars 2008

15. Une construction qui serait le prélude à la réalisation par des entreprises iraniennes d'un projet de *dry canal*. Voir Jeff Stein, « Washington Not Ready to Add Nicaragua to the Axis of Evil », *CQ Homeland Security*, 29 mars 2008.

le Hezbollah et le Hamas, proches du régime islamique. Toutefois, si ce sentiment est très majoritairement partagé concernant l'aide versée aux pays africains, il est moins unanime notamment au sein des élites dirigeantes et universitaires sur la stratégie d'ouverture vis-à-vis des pays d'Amérique latine. En d'autres termes, s'il existe dans la population iranienne un certain rejet de la politique d'aide aux pays étrangers, on observe, en même temps, depuis les années 1970, un certain intérêt pour les idées développées par la théologie de la libération, au sein des élites politico-religieuses iraniennes. Cet intérêt est plus grand parmi le clergé réformiste. En effet, il y a une convergence entre l'histoire des idées en Amérique latine et en Iran : d'un côté on a un « mélange » entre le christianisme, le socialisme et les idées de gauche et, de l'autre, entre islam, socialisme et idées de gauche. Une importante littérature en persan est apparue, dès les années 1970, sur la théologie de la libération et la vie intellectuelle en Amérique latine. Avant la révolution islamique, les élites iraniennes de gauche étaient en faveur des mouvements castristes et guévaristes. Mais, dans les années 1990, on a assisté à un déclin de l'attraction des idées socialistes au sein des élites politiques et intellectuelles iraniennes ¹⁶.

Aujourd'hui, un renouveau marxiste semble se manifester dans l'expression des idéaux de la jeunesse estudiantine iranienne. En septembre 2007, lors de la visite de la fille de Che Guevara en Iran, les amphithéâtres de l'université de Téhéran étaient pleins. Che Guevara a été présenté par le représentant du Président iranien comme un « croyant » qui partage les idéaux islamiques et un membre de l'avant-garde révolutionnaire. Mais lorsque la fille du Che a pris la parole, elle a contredit l'idée selon laquelle son père était un croyant affirmant qu'il n'était que « marxiste ». Elle a été très applaudie par la salle. Si les étudiants iraniens – comme d'ailleurs leurs condisciples occidentaux – apprécient le « Che » et l'image romantique qu'il véhicule, ils n'estiment pas pour autant Chavez et Castro... qui sont perçus comme des alliés politiques de la République islamique ¹⁷. De même, les journaux réformistes iraniens sont très critiques vis-à-vis de la politique du président Chavez. Ainsi, au lendemain de la victoire du « non » au référendum sur la réforme constitutionnelle du 2 décembre 2007, *Etemad-e melli* titrait : « Victoire de la démocratie contre Chavez » ¹⁸. Par ailleurs, il existe au sein de l'opinion publique une critique de la politique d'aide au développement ¹⁹ des

16. Entretien avec Amir Nikpey, Professeur à l'université Shahid Beheshti, Téhéran, novembre 2007. (Les entretiens sur lesquels s'appuie cet article ont tous été menés par Clément Therme).

17. *Ibid.*

18. *Etemad-e melli*, 4 décembre 2007.

19. Cette aide au développement est, depuis la présidence Khatami (1997-2005), mise en œuvre par un « bureau de l'aide au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui dépend du ministère des Affaires étrangères. Les aides sont programmées dans le plan quinquennal de développement économique, Entretien avec Mehdi Zakerian, Directeur, Institut iranien d'études internationales, Téhéran, 4 novembre 2007.

autorités que ce soit, comme on l'a déjà relevé, vis-à-vis des pays d'Amérique latine ou des pays d'Afrique. Pour une partie de l'opinion, l'État iranien doit d'abord assurer le développement interne avant d'envisager une aide aux autres pays en développement. Ces critiques se fondent sur le peu de bénéfiques, en termes de développement économique, que tire l'Iran de ces relations avec des pays souvent moins développés que lui. Un ancien ministre des Affaires étrangères iranien résume ainsi la question de la pertinence de la politique tiers-mondiste de l'Iran : « Chaque pays d'Asie, d'Amérique latine, ou d'Afrique pour être efficace au niveau international, doit d'abord développer son propre pays avant de pouvoir aider les autres »²⁰. Enfin, les mouvements de gauche iraniens ainsi que des représentants syndicaux ont demandé au président vénézuélien de prendre en compte les problèmes rencontrés par les travailleurs iraniens (respect du droit de grève) dans ses relations avec les autorités de la République islamique. *A contrario*, les partisans iraniens de l'alliance Téhéran-Caracas insistent sur la proximité idéologique entre deux États révolutionnaires²¹.

Les débats politiques internes autour de l'alliance avec l'Iran : les cas du Venezuela et de la Bolivie

En Amérique latine aussi, de nombreuses critiques se sont exprimées contre le renforcement ou l'établissement de relations diplomatiques avec l'Iran. En septembre 2007, lors de la visite du président Ahmadinejad à Caracas, des représentants de la communauté juive vénézuélienne ont protesté contre la venue d'un dirigeant qui demande la disparition de l'État d'Israël²². De même, les associations de défense des droits de l'homme et des universitaires se sont interrogés sur l'opportunité de s'allier avec la République islamique en raison, entre autres, de la situation juridique des femmes dans ce pays²³. L'ancien directeur de *Petroleos de Venezuela* estime que les accords énergétiques avec l'Iran n'apporteront aucun bénéfice au pays car ils sont dénués de fondement économique. Par ailleurs des critiques ont dénoncé le décalage entre les effets d'annonce, par exemple celle de la construction de 17 raffineries au Venezuela et la réalisation effective des projets. Enfin, des experts estiment que l'alliance énergétique avec l'Iran affaiblit la crédibilité internationale du pays et suscite la défiance des grands pétroliers²⁴.

20. Entretien avec Ebrahim Yazdi, ancien ministre des Affaires étrangères, Téhéran, octobre 2007.

21. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Ali-Reza Cheikh-Attar, a ainsi déclaré : « Monsieur Chavez est une personne tout à fait religieuse qui est adepte d'une religion latino-américaine connue sous le nom de théologie de la révolution. Notre amitié avec le Venezuela a un fondement logique et se fonde sur le paradigme du refus de la domination étrangère », cité par *Etemad*, 17 décembre 2007.

22. « Iran leaders visits Venezuela, Bolivia », *AP*, 29 septembre 2007.

23. « Cuba, Irán y nosotros », *El Nacional*, 18 septembre 2006, Héctor Faúndez Ledesma, « Ahmadinejad y Chávez », *El Nacional*, 5 octobre 2007.

24. Voir Eduardo Ménchez Sánchez, « Expertos creen que acuerdos energéticos con Irán no benefician a Venezuela », *El Nacional*, 4 juillet 2007.

En Bolivie, l'opposition a accusé, en octobre 2007, le président Morales de recevoir Ahmadinejad sous la pression de Chavez²⁵. Selon l'ancien président bolivien, Jorge Quiroga, cette visite a démontré qu'Hugo Chavez gouverne et dirige l'État bolivien. Par ailleurs, il a dénoncé les accords de principe signés comme étant des « déclarations de bonnes intentions pour permettre à l'Iran de réaliser son véritable objectif à savoir démontrer qu'il n'est pas isolé au sein de la communauté internationale, le président iranien est venu en Bolivie pour quelques minutes et prendre une photo, il est venu pour cela »²⁶. Les autorités boliviennes ont pour leur part justifié ces projets de coopération énergétique par les grandes capacités technologiques iraniennes dans le secteur des hydrocarbures²⁷. Plus largement, les partisans sud-américains de l'alliance diplomatique avec la République islamique apprécient la posture politique iranienne. Téhéran défend en effet le « droit à la souveraineté » des États sud-américains et milite contre l'accroissement de « l'influence américaine »²⁸. Il s'agit donc, par l'entente avec la République islamique, de rechercher un contrepoids à une politique régionale de Washington souvent perçue comme hégémonique²⁹.

LA STRATÉGIE IRANIENNE VUE DE WASHINGTON

La pénétration iranienne dans son pré-carré latino-américain est perçue comme une menace sécuritaire par Washington. En conséquence, le Trésor américain a lancé un avertissement contre une banque iranienne de Caracas³⁰ et la chambre des députés a adopté, en novembre 2007, la résolution 435 qui exprime une préoccupation quant au « comportement menaçant » de la République islamique en Amérique latine³¹. Cette mise en garde se fonde sur la conviction des dirigeants américains d'un soutien logistique et financier iranien à des groupes « terroristes » en Amérique latine. À titre d'illustration, depuis 1994, Téhéran est accusé par Washington et Tel Aviv d'avoir perpétré, par Hezbollah interposé, l'attentat contre l'ambassade israélienne à Buenos

25. La sécurité du président iranien était assurée, selon l'opposition bolivienne, par le gouvernement vénézuélien. Voir « Ahmadinejad pidió seguridad venezolana », *La Razón*, 3 octobre 2007.

26. Déclaration citée in « La oposición rechaza los acuerdos con Irán », *La Razón*, 3 octobre 2007. Voir aussi « Cinco horas de una polémica visita », *La Razón*, 3 octobre 2007.

27. *Ibid.*, et « Irán, el nuevo aliado de Bolivia », *La Razón*, 3 octobre 2007.

28. Cette position est résumée ainsi par Mohammad Hassan Ghadiri Abyaneh, ambassadeur d'Iran au Mexique : « Nous croyons que les pays d'Amérique latine ont le droit d'avoir leur souveraineté sans l'influence américaine. » Déclaration citée in « Analiza embajador iraní diferencias EU-Cuba », *NOTIMEX*, 25 février 2008.

29. Voir sur cette question le dossier du Woodrow Wilson Center, "Iran in Latin America: Threat or Axis of Annoyance?", 10 juin 2008, http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1425&fuseaction=topics.event_summary&event_id=454131

30. Voir Daniel Dombey, Stephanie Kirchgaessner, « Steer clear of Iran central Bank, says US », *Financial Times*, 21 mars 2008.

31. Voir H. RES. 435, adoptée le 5 novembre 2007.

Aires³². Washington s'inquiète toujours des activités iraniennes en Amérique latine et craint que « dans l'éventualité d'un conflit avec l'Iran, Téhéran utilise sa présence dans la région »³³ pour s'en prendre aux intérêts américains. Afin de lutter contre cette présence iranienne dans son pré-carré, le congrès américain a menacé d'inscrire le Venezuela, principal allié régional de Téhéran, sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme³⁴. Afin d'éviter la dégradation de ses relations avec les États-Unis, le Brésil a fait un choix différent du Venezuela de Chavez. Si ses relations commerciales avec l'Iran sont significatives³⁵, le Brésil n'apporte qu'un soutien de principe à l'Iran sur la question nucléaire. En effet, le Brésil soutient le droit de l'Iran à la souveraineté nucléaire mais émet des doutes sur la nature pacifique de son programme³⁶. En définitive, si l'influence iranienne s'accroît dans le pré-carré états-unien, c'est avant tout en raison de la prise de distance vis-à-vis de Washington voulue par certains gouvernements de gauche sud-américains. Le dernier exemple est le Paraguay dont le nouveau président, Fernando Lugo, a été qualifié « d'homme de Dieu et d'ennemi du « grand Satan » » par la presse iranienne au lendemain de son élection en avril 2008³⁷.

Il existe aussi et enfin une opposition israélienne à l'accroissement de l'influence iranienne en Amérique latine. Dorit Shavit, directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes au ministère israélien des Affaires étrangères, a d'ailleurs affirmé que l'amélioration des relations israélo-vénézuéliennes « dépendra de l'amitié du gouvernement de Caracas avec l'Iran »³⁸. Plus largement, Tel Aviv estime qu'il existe une « base terroriste iranienne » dans la

32. Voir Trita Parsi, *Treacherous Alliance, the secret dealings of Israel, Iran, and the United States*, Yale university Press, New Haven and London, 2007.

33. Déclaration de Thomas Shannon, Vice-secrétaire d'État, cité par Reuters, 7 mai 2008. Voir aussi pour une liste complète des accusations américaines concernant les activités iraniennes, Jaime Daremblum, « Iran's Latin American Activities : Challenges for US Interest and Democracy in the Region », Hudson Institute, mai 2007.

34. Les États-Unis ont finalement renoncé à ce projet qui aurait ajouté Caracas à une liste incluant déjà l'Iran et Cuba. Voir « Piden no incluir a Venezuela en lista de países promotores del terrorismo », *El Nacional*, 27 mars 2008.

35. Voir le tableau en annexe. De plus l'Iran a intérêt à coopérer avec la société Petrobras en ce qui concerne l'exploitation des hydrocarbures offshore de la Caspienne et du golfe Persique. La société brésilienne est en effet un des leaders pour les technologies offshore. Toutefois, la société brésilienne a été soumise à des pressions américaines suite au développement de ses activités de prospection en Iran. Voir Jonathan Wheatley, « Petrobras under US pressure over Iran », *Financial Times*, 30 mars 2007.

36. Selon Élodie Brun, *Les relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, 2008.

37. Cité par Amir Taheri, « Iran's winning latin power play », *New York Post*, 1^{er} mai 2008.

38. Cité par Reynaldo Trombetta, « Israel : la relación con Venezuela dependerá de su amistad con Irán », *El Nacional*, 3 octobre 2007.

zone frontalière entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil ³⁹. Enfin la politique arabe de Chavez et ses prises de position sur le conflit israélo-palestinien ⁴⁰ sont autant d'obstacles à un rapprochement entre Tel Aviv et Caracas.

CONCLUSION

Pour Téhéran, l'accroissement de ses relations politiques et de sa visibilité en Amérique latine est un succès diplomatique. L'objectif poursuivi, démontrer un potentiel d'influence diplomatique dans l'hémisphère occidental en général et dans le pré-carré des États-Unis en particulier, a été atteint. Cette priorité dans la politique extérieure voulue par le Président Ahmadinejad est d'abord une réponse à la tentative d'encerclement militaire de l'Iran par l'armée américaine depuis 2001. Toutefois, pour constituer un véritable succès, ces relations diplomatiques de Téhéran avec les États sud-américains ayant basculé à gauche ces dernières années devront s'inscrire dans la durée. On ne peut qu'être sceptique quant à leurs chances de pérennisation en raison des distances géographiques qui compliquent les coopérations commerciales, mais aussi et surtout du fait du décalage entre les ambitions diplomatiques iraniennes (mener une diplomatie active anti-américaine à l'échelle mondiale) et la réalité des moyens à la disposition de la diplomatie islamique ⁴¹. L'Iran reste en effet un pays ayant un besoin de technologie pour accélérer son développement économique que seules les entreprises occidentales peuvent lui fournir notamment dans le secteur énergétique. Si les coopérations Sud-Sud font sens dans ce secteur, l'intransigeance diplomatique iranienne face aux pays occidentaux pourrait *in fine* fragiliser la position des pays sud-américains face aux pressions américaines.

Il s'agit d'un paradoxe apparent puisque les États sud-américains qui s'entendent avec l'Iran le font afin de prendre leurs distances face à la tentation hégémonique de Washington dans son pré-carré. Toutefois, Washington pourrait prendre des mesures de rétorsion économique contre les États sud-américains qui s'allient avec l'Iran compromettant ainsi leur développement économique. Enfin, ces ententes symboliques sur le plan politique confirment le positionnement tiers-mondiste d'une République

39. Voir Barak Ravid, « Foreign Ministry concerned about Iran's ties with South America », *Haaretz*, 22 juillet 2007.

40. Le Venezuela est membre observateur de la Ligue arabe et son Président a accusé Israël de « génocide » contre les Palestiniens. Voir Élodie Brun et María José Mairena, « Chávez : La ofensiva de Israel es un verdadero genocidio », *El Nacional*, 20 juillet 2006.

41. Sur le coût de la diplomatie contestataire voir Bertrand Badie, *Le diplomate et l'intrus*, Paris Fayard, 2008, pp. 247-274. Mahmoud Sariolghalam souligne par ailleurs que les objectifs que souhaite atteindre l'Iran en matière de politique étrangère ne correspondent pas avec ses moyens et sa puissance réelle (power level) dans « The Foreign Policy of the Islamic Republic of Iran : À Theoretical Renewal and a Paradigm for Coalition », The Center for Strategic Research, Tehran, 2000, pp. 15-16.

islamique qui a, à quelques exceptions près, échoué à exporter sa révolution dans le monde musulman.

1384 (2005-2006)

	Importations iraniennes (en millions de dollars)	Exportations iraniennes
Venezuela	3	22
Nicaragua	0	0
Bolivie	0	0
Brésil	818	3
Argentine	0,5	0,5

1385 (2006/2007)

	Importations iraniennes	Exportations iraniennes	Évolution importations 85/84 (%)
Venezuela	6,3	63	110
Nicaragua	0	0	0
Bolivie	0	0	0
Brésil	787	0	-3,8
Argentine	0	0	-100

1386 (2007/2008)

	Importations iraniennes	Exportations iraniennes	Évolution importations 86/85 (%)
Venezuela	98	37	1455
Nicaragua	0	0	0
Bolivie	0	0	0
Brésil	562	0	-28,6
Argentine	0	0	0

Source : Mission économique de la France en Iran, avril 2008